

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Il y a 30 ans : mai 1981 : « la majorité politique des Français démocratiquement exprimée vient de s'identifier

à sa majorité sociale »
15 ans après la mort de

François Mitterrand :

- Histoire et théorie -

Date de mise en ligne : dimanche 30 janvier 2011

Démocratie & Socialisme

Le 8 janvier 1996, il y a quinze ans, François Mitterrand s'éteignait, il avait quitté l'Élysée depuis huit mois. Alors que les dirigeants socialistes se pressent sur la tombe de l'ancien président en offrant une image largement muséifiée de la dernière personnalité de gauche à avoir gagné une présidentielle, nous souhaitons, quant à nous, tirer les grandes leçons de Mitterrand pour les combats d'aujourd'hui.

Nous qui défendons un socialisme offensif, fidèle à la fois l'héritage de Jaurès et aux leçons des grandes révolutions populaires et ouvrières de 1789 et 1793 jusqu'aux processus à l'oeuvre actuellement en Amérique du Sud, en passant par le coup de tonnerre russe de 1917, les luttes de libérations nationales et les expériences socialistes chiliennes ou cubaines, nous portons évidemment un regard lucide sur la politique conduite par Mitterrand et les gouvernements de gauche après 1981.

Le fatalisme économique et les renoncements libéraux de 1983, la fuite en avant vers une Europe des marchés et des banquiers est bien sûr à porter au passif du président Mitterrand et des dirigeants de gauche de l'époque. Nous en avons pleinement conscience aujourd'hui. Ces choix politiques portaient en germe la montée du FN, la dépolitisation de couches de salariat qui avait pris une place décisive dans la construction du mouvement ouvrier, l'installation durable d'un chômage de masse et une nette dégradation de la répartition des richesses en faveur du capital et des possédants. Nous ne le nions pas mais il est néanmoins un peu facile d'en faire porter la seule responsabilité à Mitterrand. Comme si durant toutes ces années le PS, le PCF, les divers groupes d'extrême-gauche, les organisations syndicales et les associations n'avaient pas eu elles aussi des dirigeants qui avaient fait de mauvais choix. Pour certains, il est sans doute plus confortable d'accabler Mitterrand que de s'interroger en profondeur sur leur ligne de l'époque. Quelles forces politiques et syndicales ont véritablement contesté le tournant libéral ? Quelles organisations ont alors tenté de construire un rapport de force conséquent en faveur du monde du travail, pour l'école laïque et contre l'Europe des marchands ? Hormis des déclarations martiales jamais suivies d'effet ou les rituelles dénonciations des « traîtres » socialistes, force est de constater qu'un homme ne peut porter à lui tout seul toutes les erreurs de la période.

En réalité, les attaques régulières des éditocrates de la presse sociale-libérale, de plusieurs dirigeants de cette même gauche et de manière générale de tous les bons gestionnaires ralliés depuis longtemps à l'ordre capitaliste contre Mitterrand, servent une stratégie politique très cohérente. Ce n'est pas l'homme qu'ils visent, mais le symbole de la grande victoire politique et des conquêtes sociales immenses de 1981. À l'heure où certains jeunes loups néo-rocardiens trop pressés prennent pour cible la durée légale du temps de travail, il est bon de rappeler les mesures mises en place par le gouvernement de gauche en 1981.

Ces victoires ont été le fruit d'une stratégie politique : un programme commun de gouvernement entre les deux principaux partis de la gauche française : le PS et le PCF. Ce fut un effet différé de mai 1968, l'unité réalisée autour de ce programme offrit, indépendamment de son contenu, un formidable débouché politique et une perspective victorieuse pour en finir avec la droite. Pour des millions de salariés, pour des milliers de militants et pour la jeunesse de l'époque, il a soulevé un formidable espoir en mettant à l'ordre du jour la construction d'une société socialiste et démocratique. La promesse de changer la vie, l'envie de voir émerger et de porter une alternative politique, voilà ce qu'incarna, en premier, Mitterrand pour le peuple de gauche.

L'aile droite du PS a toujours combattu cette stratégie de rassemblement de la gauche, plusieurs groupes d'extrême-gauche n'en ont jamais compris la dynamique à une échelle de masse, la droite voyait déjà les chars de l'armée rouge à Paris, tandis que le PC changeait de ligne au rythme de la diplomatie étrangère de Moscou.

Après la rupture du programme commun en 1977 et jusqu'à la victoire de mai 1981, la force de Mitterrand et des courants de gauche du PS a été de tenir le seul cap victorieux : celui de l'union autour des grandes revendications

du programme commun. Après la formation du gouvernement, le nouveau président s'est toujours montré désireux d'en mettre en oeuvre les grandes dispositions, la rupture avec le capitalisme semble alors à l'ordre du jour. Les salaires et les prestations sociales sont massivement augmentés (le Smic de 13 %), la semaine de travail passe de 40 h à 39 h, le droit à la retraite est abaissé de 65 à 60 ans, une cinquième semaine de congés payés est accordée aux travailleurs, de nouveaux droits significatifs sont créés pour les salariés dans les entreprises, la peine de mort est abolie, le remboursement de l'IVG accordé, les terribles QHS des prisons supprimés et plusieurs grands groupes industriels (Rhône Poulenc, Alcatel, Saint-Gobain, Pechiney...) et la quasi-totalité des banques sont nationalisées. Au milieu des années 1980, avant les privatisations de Chirac en 1986-1988, la France est sans doute l'un des pays les plus avancés au monde socialement. Georges Marchais s'écrie : « C'est mieux qu'en 1936 ! ». Le patronat est acculé à la défensive et la droite semble K.O debout, c'est cela que les puissants n'ont probablement jamais pardonné à Mitterrand !

Alors que le thatchérisme déferle sur l'Europe et que les Etats-Unis entrent dans l'ère Reagan, les mesures de la gauche française arrivent cependant à contre-courant et, dès 1983, s'ouvre une « parenthèse » libérale... encore non refermée à ce jour. Ce recul économique est complété par le refus de combattre la droite jusqu'au bout sur la question scolaire l'année suivante. Démoralisées et démobilisées, les directions de la gauche politique et syndicale, alors que les bases étaient enthousiastes et prêtes à en découdre au début du mandat, accompagnent ces mesures au lieu de les refuser et les combattre de front. C'est le moment où le leader de la CGT, Henri Krasucki appelle à « cultiver le jardin syndical ».

Malgré ces déceptions, Mitterrand parvient à se faire réélire en 1988, cette seconde victoire il la doit à l'espoir soulevé en 1981, aux luttes sociales de l'hiver 1986, et à l'attachement jamais démenti des salariés aux conquêtes arrachées à cette occasion. La vague d'émotion populaire qui s'est emparée du peuple de gauche un soir de janvier 1996, alors que « son » Président venait de mourir, ne s'explique pas autrement.

Plus que les quinze ans de la mort d'un homme sur qui la droite - et l'épisode du mouvement social pour la retraite à 60 ans l'a encore prouvé - ne manque jamais une occasion de s'acharner, ce sont les 30 ans de l'esprit libérateur de 1981 que nous voudrions célébrer. Déterminé, parfois lyrique et sachant s'adresser au peuple salarié, Mitterrand, en dépit même de son histoire intime personnelle, a su porter en cette occasion le drapeau d'un camp social, le nôtre : celui des travailleurs. Ce n'est pas rien et cela nous ne l'oublions pas. Si la gauche de 2011 doit retenir une leçon, elle serait inspirée de relire et de méditer ces quelques lignes du discours d'investiture présidentielle de 1981 :

« En ce jour où je prends possession de la plus haute charge, je pense à ces millions et ces millions de femmes et d'hommes, ferment de notre peuple qui, deux siècles durant, dans la paix et la guerre, par le travail et par le sang, ont façonné l'Histoire de France, sans y avoir accès autrement que par de brèves et glorieuses fractures de notre société. C'est en leur nom d'abord que je parle, fidèle à l'enseignement de Jaurès, alors que, troisième étape d'un long cheminement, après le Front populaire et la Libération, la majorité politique des Français démocratiquement exprimée vient de s'identifier à sa majorité sociale ».

Julien Guérin